



## MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Antananarivo, le 04 MARS 2021

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

A

SON EXCELENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,  
MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES,  
MONSIEUR LE VICE-MINISTRE,  
MONSIEUR LE SECRETAIRE D'ETAT.

**OBJET : Lettre de cadrage pour l'élaboration de la Loi de Finances Rectificative 2021 et la Loi de Finances Initiale 2022**

J'ai l'honneur de vous soumettre la présente Lettre de Cadrage, signifiant le lancement du processus d'élaboration de la Loi de Finances Rectificative 2021 (LFR 2021) et de la Loi de Finances Initiale 2022 (LFI 2022). Le contenu de ces lois s'aligne avec les trois axes stratégiques qui guideront nos actions dans le court et le moyen terme : (i) la relance économique après le repli survenu en 2020, (ii) la poursuite des mesures de soutien envers la population malagasy, et (iii) la mise en œuvre des réformes en matière de gestion des finances publiques afin de dégager un espace fiscal suffisant pour réduire progressivement la dépendance vis-à-vis de l'extérieur et tendre vers une économie autoentretenu. Cette loi réaffirme la volonté du pays, déjà signifiée dans la Loi de Finances Initiale 2021, à reprendre la marche vers l'émergence déjà entamée en 2019.

La LFR 2021 et la LFI 2022 seront marquées par la mise en œuvre du Plan Emergence Madagascar (PEM). Ainsi, les programmes et actions budgétisés dans ces lois intègrent non seulement les projets déjà entamés mais également les nouveaux projets d'investissement et de réforme qui conduiront progressivement vers la concrétisation des treize (13) « Velirano ». Comme indiquée dans la *Description de la situation économique et financière actuelle et des perspectives* ci-jointe, le taux de croissance économique est estimé à 4,2% pour l'année 2021, avec un taux d'investissement de 21,8%. En 2022, le PIB croîtrait de 6,2% et le niveau d'investissement se situerait à 26,8% du PIB.

Afin qu'on puisse avoir des résultats palpables et rapides et tendre vers ces cibles, il est demandé à chaque Ministère et institution de veiller à ce que leurs propositions d'allocation budgétaire pour le reste de l'année 2021 et pour 2022 (i) soient alignées aux priorités stratégiques du PEM ; (ii) accordent une priorité à la continuation des projets déjà entamés l'année précédente, en plus des projets phares à démarrer pendant l'année en question; (iii) maximisent les effets socio-économiques en priorisant les projets avec un fort impact sur les capacités de production; et (iv) tiennent compte des impératifs de bonne gouvernance pour un développement équitable et durable.

Tel est, Son Excellence Monsieur Le Président de la République, Monsieur Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Mesdames et Messieurs les Ministres, Monsieur le Vice-Ministre, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'objet de la présente lettre, que j'ai l'honneur de vous soumettre.



*Paul*

**RANDRIAMANDRATO Richard**

## DESCRIPTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE ACTUELLE ET DES PERSPECTIVES

### 1. Evolution économique et financière à la fin de l'année 2020

**La fin de l'état d'urgence sanitaire et l'arrêt du confinement ont permis d'arrêter la régression de l'économie et d'atténuer les effets de la crise sanitaire en 2020.** Le regain d'activités durant le dernier trimestre de 2020 a permis au secteur primaire de boucler l'année avec une croissance positive. Si le secteur minier a souffert de l'arrêt de l'exploitation d'Ambatovy et de la chute de la demande mondiale, la réouverture de la destination Nosy-Be a redonné un grain d'espoir au secteur touristique avec l'arrivée d'environ 5.300 voyageurs au dernier trimestre 2020. La résilience de la branche textile, grâce au maintien partiel des commandes internationales et à la hausse de 6% de la production destinée au marché local, est également remarquable. Enfin, la branche des BTP a été tirée par le Plan Marshall de 1.043 Milliards d'Ariary ; et le secteur du numérique et des télécommunications a vu ses activités bondir à la suite du confinement et du basculement en télétravail.

**Les mesures de soutien et de relance ont pesé sur le budget de l'Etat.** La Loi de Finances Rectificative 2020 (LFR 2020) a révisé les prévisions de recettes fiscales nettes à 4.972,1 Milliards d'Ariary, soit 25,9% de moins que celles projetées lors de la LFI 2020. Les dépenses ont pourtant augmenté de 3,2% (pour atteindre un niveau de 10.643,1 Milliards d'Ariary au total) par rapport à la LFI 2020 pour financer les plans d'urgence et de relance. Le déficit public se situait autour de -6,3% du PIB.

**Les actions conjuguées de l'Etat et de la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) ont permis de maîtriser l'inflation.** Au dernier trimestre de l'année 2020, le taux d'inflation moyen, calculé en glissement annuel par rapport au dernier trimestre de 2019, a été en recul de -0,3 points pour s'établir à 4,5%. Les mesures prises par l'Etat pour soutenir à la fois l'offre globale (« Tsena Mora » et « Vatsy Tsingo ») et la demande globale (« Tosika Fameno » et « Toseke Vonjy Aigne ») ont permis non seulement d'éviter les tensions inflationnistes, mais également de préserver le pouvoir d'achat. La maîtrise des injections de liquidités par la BFM ont également permis de stabiliser la situation sur le marché monétaire.

**Les aides budgétaires et les interventions ciblées de la BFM ont permis de limiter les effets de la baisse des recettes d'exportation et du tourisme sur la parité monétaire.** La baisse des recettes d'exportations (vanille et produits miniers) et du tourisme a fragilisé la situation extérieure de Madagascar. Ainsi, au dernier trimestre 2020, la monnaie nationale s'est dépréciée par rapport au Dollar US et au DTS, de respectivement -5,5% et -9,2%, comparativement à la même période en 2019. Néanmoins, cette dépréciation a été atténuée par la hausse des dons projets, la baisse du prix du baril de pétrole (passé de 63,37 USD en moyenne pour T4 2019 à 44,3 USD pour T4 2020), et par les interventions ponctuelles de la BFM.

## 2. Perspectives économiques et financières pour 2021 et 2022

**2021 et 2022 seront marquées par les grands projets du PEM.** Outre les effets des mesures de relance entamées en 2020, la reprise économique en 2021 serait portée par les investissements inclus dans le PEM. On peut citer, par exemples, l'autoroute de 260 Km reliant Antananarivo et Toamasina dont la construction débiterait en 2021 et durerait 2 ans, et la construction de la nouvelle ville Tanamasoandro à Imerintsiatosika.

Le premier trimestre 2021 verrait également la reprise des activités de l'usine d'Ambatovy avec une production prévisionnelle de 3.000 tonnes pour le trimestre considéré. En 2022, il y aurait également le démarrage de l'exploitation de la mine de graphite de Molo, près du village de Fotadrevo à Toliara, avec une production estimée à 17.000 tonnes par an les trois premières années.

Les projets et les réformes contenus dans le PEM devraient recueillir la confiance des investisseurs et nous permettre d'atteindre un taux d'investissement global de 21,8% du PIB en 2021 (investissements publics à hauteur de 7,8% du PIB et investissements privés de 14% du PIB), et de 26,8% du PIB en 2022 (dont 11,9% du PIB d'investissements publics et 14,9% du PIB d'investissements privés).

L'orientation stratégique des investissements (priorisation des projets structurant) et la valorisation des potentialités locales avec la vision « One District, One Factory » ou ODOF participeraient à l'obtention d'une croissance de 4,2% en 2021, en dépit d'une situation de départ plus défavorable que celle prévue dans la LFI 2021. En 2022, la croissance s'accélérerait à 6,2%. Ainsi, l'économie malagasy serait tirée principalement par les branches de l'agriculture (extension et aménagement des périmètres agricoles), du textile (reprise des exportations et mise en place des zones économiques spéciales), des matériaux de construction (installation des usines de ciment), du BTP (construction et rénovation des routes nationales, construction des infrastructures sanitaires et scolaires, etc.), de l'hôtellerie et restauration (retour progressif des touristes), du transport, de l'industrie extractive (reprise des exportations d'Ambatovy et démarrage de nouvelles exploitations), et de l'énergie (exploitation des centrales hydroélectriques et solaires, bouclage des travaux d'extension et de connexion des réseaux électriques). L'atteinte de ces objectifs reste cependant dépendante de l'évolution de la crise sanitaire Covid-19, tant sur le plan international que national.

**La situation budgétaire de l'Etat s'améliorerait progressivement avec la reprise de la croissance économique et la mise en œuvre des réformes des finances publiques.** Le retour des activités économiques cette année engendrerait une hausse des recettes fiscales internes et des recettes douanières par rapport à 2020. Le Taux de Pression Fiscale (TPF) est estimé à 9,8% en 2021, et le déficit se situerait à 6,5% en 2021. Les efforts supplémentaires d'investissement pour stimuler la croissance en 2022 creuseraient le déficit budgétaire, mais le regain d'activités qui en résulterait permettrait une hausse significative du TPF à 11,9% du PIB.

**L'inflation reprendrait à la hausse en 2021 mais adopterait une tendance baissière sur le moyen terme.** La stimulation de la demande dans le cadre de la relance économique conduirait à une hausse de 1,8 points de pourcentage du taux d'inflation pour atteindre 6,3% (en moyenne période), avant de ralentir dès l'année 2022.

**La situation extérieure afficherait une nette amélioration.** La reprise attendue des exportations (produits miniers, textiles, halieutiques, etc.) devrait contribuer à une nette amélioration de la situation extérieure du pays en 2021. De plus, le nouveau programme avec le Fonds Monétaire International renforcerait la confiance des investisseurs envers Madagascar ; ce qui conduirait à une hausse des Investissements Directs Etrangers. Par conséquent, et malgré la hausse attendue des importations, le niveau des réserves de changes permettrait de couvrir environ 6,1 mois d'importation en 2021, et 6,3 mois d'importation en 2022.

### **3. Perspectives économiques et financières pour 2021-2023**

La mise en œuvre des projets du PEM donnerait une nouvelle dynamique à l'économie malagasy. En effet, les nombreux investissements conjugués aux réformes structurelles, qui seront engagées, permettraient de gagner près de 2 points de pourcentage de croissance par an jusqu'en 2023. Ainsi, l'objectif de croissance à l'horizon 2023 est révisé à 8%. L'effort d'investissement devrait conduire à un déficit public supérieur à 3% en 2023, mais en nette amélioration par rapport à 2022, grâce notamment aux mesures renforçant les performances fiscales pour atteindre un TPF de 14%. Malgré la stimulation de la demande, l'évolution des prix serait maîtrisée, avec un taux d'inflation en baisse pour se situer à 6% en 2023.